

Encyclopédie du renseignement et des services secrets [Jacques Baud]

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **143 (1998)**

Heft 11

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«Encyclopédie du renseignement et des services secrets»...

Une nouvelle édition, revue et complétée, sort de presse

La première édition, due au travail de bénédictin du colonel EMG Jacques Baud, officier de milice suisse, a connu un tel succès auprès du public et des spécialistes du renseignement qu'une nouvelle édition, totalement revue, mise à jour et complétée, est sortie récemment chez Lavauzelle. La nouvelle *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*¹ réunit en un volume les données concernant les techniques, l'organisation et les moyens des services secrets, depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, mettant spécialement l'accent sur l'après-guerre froide, l'espionnage industriel, la guerre de l'information, l'«intelligence économique», les réseaux d'écoute à l'échelle planétaire.

■ Col Hervé de Weck

En plus des articles classés par ordre alphabétique avec un système cohérent de renvoi, la nouvelle édition donne une liste des principales abréviations utilisées dans le monde anglo-saxon, germanophone et francophone du renseignement. En revanche toujours pas de tables des articles et d'index! Résumer une encyclopédie relève de la gageure: mieux vaut présenter quelques thèmes.

Ce qu'était la Stasi!

A la fin 1989, le ministère de la sécurité d'Etat de la République démocratique d'Allemagne, plus connu sous son sigle «Stasi», occupe une soixantaine de bâtiments à Berlin-Est où travaillent 33000 employés. Pour une population d'environ 16 millions d'habitants, il compte alors un effectif total de 105000 fonctionnaires per-

manents auxquels s'ajoutent 109000 «collaborateurs officiels», en clair des indicateurs. Depuis 1953, la Stasi a augmenté en moyenne son personnel de 3000 personnes par année. Elle exerce une surveillance sur l'ensemble de la population de l'Allemagne de l'Est. Lorsqu'elle est dissoute le 17 novembre 1989 après la chute du Mur de Berlin, son ordinateur central contient des fiches sur 6 millions de citoyens est-allemands, soit le 37% de la population totale. Dans les archives, les dossiers s'alignent sur 12 km de rayons!

Le service de renseignements extérieurs, la *Hauptverwaltung Aufklärung* (HVA), compte 4000 collaborateurs; c'est l'organe le plus important de la Stasi. Depuis sa création en 1956 et jusqu'en 1987, il est dirigé par le colonel-général Markus Wolf qui a monté de spectaculaires opérations d'infiltration dans l'appareil de

l'Etat ouest-allemand. En 1993, une liste répertoriait 2000 informateurs en République fédérale d'Allemagne. Durant les différentes phases de démantèlement de la Stasi, la HVA a procédé à sa propre liquidation sans contrôle extérieur, et une partie des archives a dû être transférée en Union soviétique.

A l'époque de Ceausescu, le «Danube de la pensée», la Securitate roumaine emploie 20000 personnes, dont 14200 agents à plein temps, auxquels il faut ajouter un chiffre estimé à 70000 informateurs, le pays comptant alors 23 millions d'habitants.

Budgets des services de renseignements

Les budgets des services de renseignement se trouvent généralement noyés dans ceux du ministère de la défense ou de l'intérieur (en Suisse, celui du

¹Paris, Lavauzelle, 1998. 598 pp. Fr. 47.-.

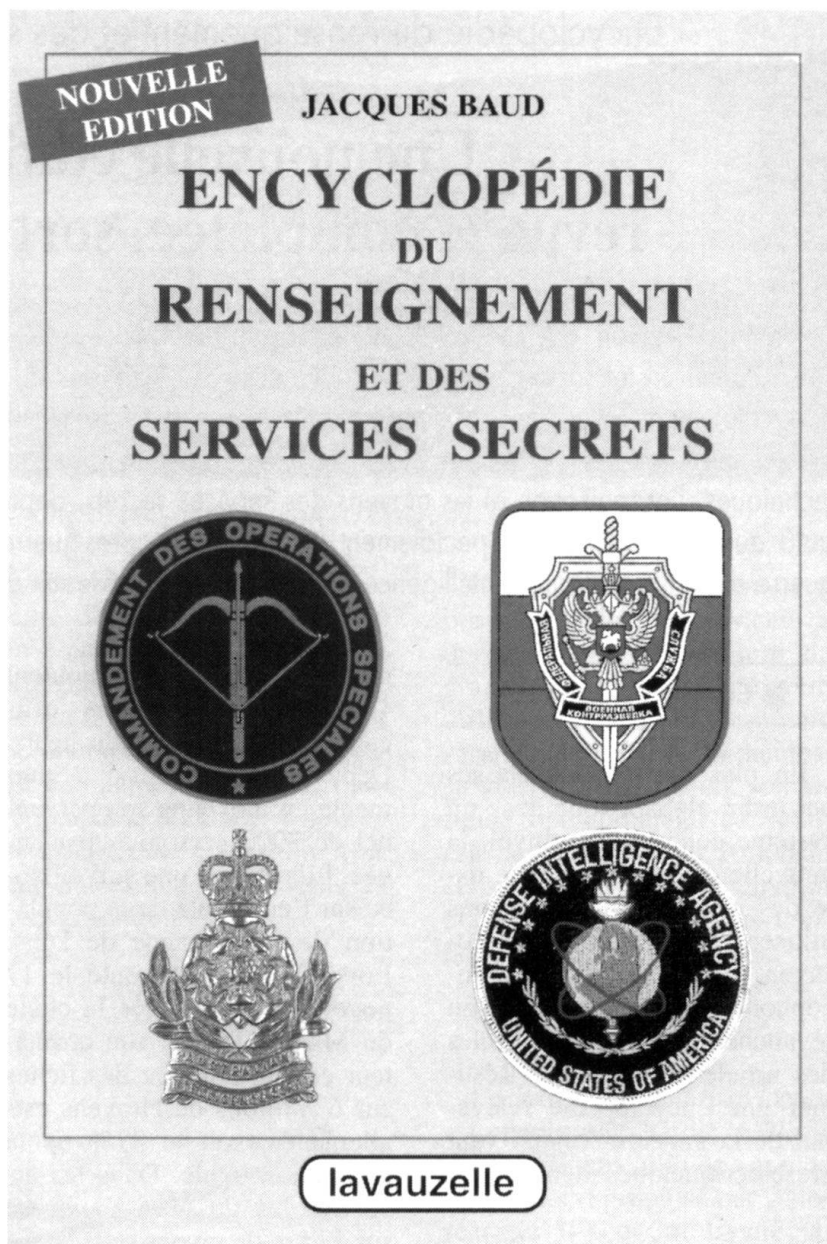
SR figure dans le poste peu explicite «Travaux d'état-major»). Ils comprennent un volet officiel, publié, et un volet «noir» qui échappe à tout contrôle parlementaire et sert à financer des projets sensibles et ultra-secrets. La ventilation de ces budgets pour les différentes activités des services reste inaccessible. En 1997, la CIA publiait pour la première fois le montant alloué à la Communauté américaine du renseignement en 1996, soit la somme de 26,6 milliards de dollars.

Jusqu'au début des années 1990, près de la moitié de cet argent était prévue pour le renseignement sur l'Union soviétique; depuis la fin de la guerre froide, cette part est tombée à 20%, les deux tiers allant au renseignement économique et technologique. En Russie, à la même époque, la lutte contre le crime organisé est devenue la priorité: le 80% du personnel du KGB y est affecté.

Avec l'apparition de nouvelles formes de menaces (prolifération nucléaire et chimique, trafics de toutes sortes, crime organisé), les besoins en renseignements, dans tous les Etats, se sont fortement accrus sans, toutefois, entraîner des dépenses supplémentaires, puisqu'une telle surveillance nécessite surtout l'engagement d'agents, dont le travail est sept fois moins cher que celui des moyens techniques sophistiqués.

Collation et analyse des renseignements...

La comparaison des informations s'effectue sur la base des expériences et des observations



déjà faites; elle peut s'inscrire dans un processus historique. Pourtant, l'analyste doit veiller à ne pas se laisser enfermer par l'histoire. L'effondrement des régimes communistes en Europe orientale et en URSS surprend les services de renseignement occidentaux, qui ont analysé les réformes engagées dans la perspective de la Nouvelle politique économique des

années 1920 et de la déstalinisation de Krouchtchev, sans prendre en compte la situation économique réelle de ces pays et la volonté de rupture avec le passé.

La logique doit intervenir dans ce travail d'analyse, également la logique spécifique de l'adversaire ou du pays étudié. Durant la guerre froide, les analystes occidentaux ont vu la doc-

trine militaire soviétique comme fondamentalement offensive, alors que les dirigeants soviétiques pensaient effectivement en terme de défense, mais avec des conceptions maximalistes, ce qui donnait à leur politique de sécurité un caractère offensif.

Les modèles théoriques constituent une base d'appréciation, une référence qui permet de donner une dimension à la réalité. Pourtant, le modèle, qui est uniquement un «référentiel», ne doit pas se substituer à l'observation de la réalité.

...encore faut-il que l'on croit les conclusions des analystes!

Dans le monde du renseignement, on parle d'un risque majeur, le «cry-wolf syndrome»: une répétition trop fréquente d'avertissements risque de banaliser un risque, si bien que personne n'y croit plus. Il ne faut donc donner l'alarme qu'en cas d'absolue nécessité et éviter de grossir les dangers. C'est le «cry-wolf syndrome» qui est à l'origine de la surprise israélienne, lors de l'offensive égyptienne en octobre 1973. La Central Intelligence Agency américaine a annoncé l'imminence du coup d'Etat contre Mikhaïl Gorbatchev, sans être écoutée.

La déception stratégique exploite ce syndrome en multipliant les activités simulées, en introduisant progressivement les indices d'une crise dans le flux normal des événements, afin que l'attention de l'adver-

saire se relâche. Les Israéliens pratiquent avec succès cette stratégie à l'encontre des Syriens, des Libanais et des fractions palestiniennes durant les treize mois qui précèdent leur offensive au Liban, le 6 juin 1982.

Des systèmes hyper-sophistiqués d'écoute

La National Security Agency américaine (NSA) exploite un réseau mondial de surveillance des télécommunications, appelé «Echelon», qui couvre les communications téléphoniques, les télécopies (fax), la messagerie électronique transitant par satellites, les transmissions diplomatiques sur ondes courtes. Au milieu des années 1990, les satellites *Intersat*, capables de gérer 90000 communications simultanées, imposent une adaptation du dispositif. «Echelon» recourt à une technologie hyper-sophistiquée et à de très gros ordinateurs capables de traiter de gigantesques flux d'information. La NSA reçoit toutes les douze heures des informations qui représentent l'équivalent de la Bibliothèque du Congrès américain!

Le système intercepte l'ensemble des communications et des transferts de données, pas des liaisons spécifiques. Sur la base de «dictionnaires» contenant des mots-clés ou des critères (noms, adresses, localités, numéros de téléphone, adresses Internet), le logiciel Oratory examine toutes les communications et en catalogue automati-

quement les données dans des fichiers informatiques. Les analystes parcourent ce qu'ils contiennent et assurent la diffusion aux différents destinataires. «Echelon», maillon essentiel dans la guerre de l'information, le renseignement économique et la lutte contre le crime organisé, répond à des menaces transnationales et infra-guerrières. Un seul Etat ne peut plus prétendre le contrôler. Il fait éclater l'organisation traditionnelle des écoutes téléphoniques, par exemple en Grande-Bretagne où les services spéciaux écoutent 35000 lignes.

S'il s'avère difficile d'écouter des téléphones portables de dernière génération, il est aisé de suivre à la trace le détenteur d'un tel appareil. Celui-ci, dès qu'il est enclenché, émet un numéro d'identification qui annonce à l'ordinateur central de gestion du réseau l'emplacement du portable. Facile, dans ces conditions, de localiser un correspondant et de suivre ses mouvements, même s'il utilise plusieurs numéros d'abonnés avec des cartes à puce différentes.

Il se pourrait que la NSA ait localisé de cette manière le leader tchéchène Dudaïev, afin de permettre aux forces russes de l'éliminer. Au moyen d'un code, on peut activer à distance un portable, si celui-ci est en mode «Veille». Voilà pourquoi le Bundesnachrichtendienst allemand impose à ses collaborateurs de déposer leur appareil à l'entrée de la centrale!

H. W.